

Intervention de Jean-Marc CLERY – FSU

L'intervention de la FSU se limitera à la Mission III, une mission dont le poids est significatif, aussi bien en investissements que dans les interventions en fonctionnement qui ont émaillé l'année 2020 (157M€ de subventions versées), et qui est au cœur de la *politique jeunesse* de la Région.

Le rapport d'activité 2020 qui nous est présenté arrive avec un sérieux décalage dans le temps alors que l'année 2021 touche bientôt à sa fin et que la Région s'apprête à présenter ses Orientations budgétaires pour 2022. On nous pardonnera donc certains anachronismes dans cette analyse du RADD en forme de bilan et perspectives.

S'agissant des lycées et de la vie lycéenne, après bien des atermoiements sur l'achat des manuels, la Région est heureusement revenue à une vraie politique d'aide aux familles. Avec la future tarification sociale on a là un ensemble cohérent de mesures qui vont dans le bon sens. Que la Région veuille aujourd'hui adapter son *Pass Ressources* en fonction des usages pédagogiques des différents établissements peut s'entendre, mais il ne faudra pas rater la concertation avec les équipes pédagogiques des lycées - ce qui, rappelons-le, n'est pas la même chose que la concertation avec le rectorat ou avec les directions d'établissements. La présence des élu.es de la Région au sein des C.A. pourrait s'avérer utile sur ce point à condition que les élu.es participent réellement aux débats en apportant les éclairages qu'on attend d'eux. Souhaitons en tous cas que la Région saura cette fois éviter les « coups de guidon » trop brutaux sur le sujet.

S'agissant des tarifs de cantine et d'hébergement, le CESER a eu raison de demander que les établissements soient accompagnés dans la construction de leurs budgets – les plus fragiles bien sûr mais pas seulement, car le renchérissement des tarifs des fluides va affecter tout le monde. La politique de la Région en matière de dotation de fonctionnement des lycées reste globalement orientée à la baisse ; or cette tendance est, une fois de plus, moins nette pour les lycées privés qui ont bénéficié de 2M€ de dotation complémentaire en 2020 pour 80 lycées sous contrat quand les 116 lycées publics ont perçu à ce titre moins de 300k€. Les critères étant les mêmes on a du mal à comprendre d'où vient cette différence.

Le budget consacré au bâti des lycées est toujours sur une bonne trajectoire ; on ne s'y arrêtera donc pas ici, hormis pour rappeler l'engagement de la Région à porter à 1Md€ le niveau des investissements d'ici 2026. On en attend donc la traduction dès le prochain Budget, comme on attend que soit fixée sans tarder une date ferme pour le futur lycée de Chateaugiron. Passons rapidement aussi sur la dernière déconvenue en date pour celles et ceux qui attendent un lycée public à Ploërmel : la FSU n'a pas reproché à la Région ce dernier retard lié aux difficultés à se fournir en matériaux, elle a simplement rappelé les raisons pour lesquelles le projet de Ploërmel aura mis plus de 10 ans à se réaliser là où il n'en aura fallu que 5 pour Liffré.

Plus généralement, la Région aurait tort de considérer que les 20 opérations de restructuration de l'Axe 1 de son *Schema directeur immobilier* suffisent sur le terrain pour convaincre de son engagement ; car il y a encore trop de lycées à subir des retards ou même des annulations de travaux. En cette période de rentrée toujours tendue, certains lycées publics ressentent fort mal les *satisfecit* que se décerne la Région, surtout quand sont livrés aux réseaux concurrents juste à côté d'eux des bâtiments tout neufs.

Faute de place le RADD ne permet pas d'entrer dans le détail de tous les programmes de cette Mission, mais s'agissant du Programme 301 sur l'orientation, on note avec satisfaction que la Région parle bien d'une « version 1 » d'IDEO, sa plateforme d'information en ligne. La FSU espère vraiment que d'autres versions viendront rectifier le tir, car en l'état IDEO est bien loin d'être un outil adapté aux publics scolaires. D'autre part on ne peut pas accepter qu'IDEO ouvre grand la porte à des organismes lucratifs qui font la promotion de formations particulièrement onéreuses. La Région ne peut pas, d'un côté promouvoir une « compétence à s'orienter » chez les scolaires, et de l'autre laisser son principal outil en ligne ouvert à des *miroirs aux alouettes* qui désorientent les jeunes les moins bien informés.

S'agissant de l'enseignement supérieur, la FSU tient à saluer l'engagement exceptionnel de la Région pour le financement des aides d'urgence du CROUS durant la période de crise, aides qui ont permis d'apporter un soutien essentiel aux étudiant.es les plus en difficulté.

Comme partout en France, l'enseignement supérieur connaît ces dernières années une poussée démographique dans la continuité de celle qu'ont connu les lycées avec les générations nées dans les années 2000 : ainsi en Bretagne ce sont environ 3000 étudiants supplémentaires par an qui arrivent à l'université. Au plan national le gouvernement a refusé de mettre en œuvre un grand plan de mise à niveau de l'université pour accroître les capacités d'accueil et d'encadrement des étudiant.es et la proximité des établissements. Il a choisi au contraire l'accroissement de la sélection à l'entrée des étudiant.es. Cela se traduit chaque année par le parcours du combattant des lycéens sur *ParcourSup* victimes d'une sélection qui ne dit pas son nom.

Aussi l'engagement important de la Région sur le bâti des universités bretonnes revêt-il un sens tout particulier, même s'il ne suffit pas à lui seul à résoudre l'ensemble des problèmes liés à l'accueil à l'université.

Les orientations affichées pour le prochain CPER confirment la poursuite de cette action sur le long terme, mais la tâche est complexe et de grande ampleur. Elle n'est pas sans rappeler la situation des lycées : le bâti est vieillissant et les besoins sont de tous ordres (rénovation des locaux d'étude et des logements, accroissement de capacité, mise à niveau énergétique, etc.). Un schéma directeur immobilier des universités inspiré de celui des lycées semble nécessaire. Celui-ci devrait inclure l'ensemble des établissements sans oublier les INSPE, qui sont des composantes de l'Université assurant la formation de nos futur.es enseignant.es.

A ce sujet la FSU tient à alerter sur la situation préoccupante du site de l'INSPE de St Brieuc dont le déménagement vers l'ancien collège Beaufeuillage est aujourd'hui très mal engagé. Les formateurs du site comme la Direction de l'INSPE ont pointé à maintes reprises l'inadaptation en l'état du site de Beaufeuillage sans parvenir à se faire entendre de la collectivité concernée, et le déménagement reste toujours programmé au premier janvier prochain. Compte tenu de l'importance de ce site consacré pour une grande part à la formation des futur.es maîtres de l'enseignement bilingue, la Région ne peut pas ne pas s'intéresser de près à ce problème.